



Écoles, collèges, lycées, universités, services

Lundi 12 novembre, on ferme tout !

..... Grève nationale unitaire
de tous les personnels de l'Éducation nationale

Depuis la rentrée de septembre tous les personnels font, à tous les niveaux du système éducatif, le constat de la dégradation des conditions de travail et d'étude. Chaque semaine est marquée par une annonce nouvelle d'un ministre qui sait tout sur tout, mais prétend ne toucher à rien. Cette politique, à la fois réactionnaire et libérale, porte en elle des dégradations majeures pour l'École publique, pour ses élèves de la maternelle à l'université, et pour ses personnels. **Face à cela il n'y a pas d'autre voie que l'unité d'action des personnels et de leurs organisations syndicales. Nous ne voulons pas d'une école au service du MEDEF et nous ne sommes pas des ressources humaines.**

Les mesures Blanquer : de la poudre aux yeux !

→ La mesure phare de l'ère Macron-Blanquer, la limitation à 12 élèves dans les classes de CP et de CE1 des zones d'éducation prioritaire est en partie assumée par les autres classes de ces mêmes écoles et par les autres écoles où les effectifs d'élèves sont à la hausse. Et **déjà le ministre prévoit de revoir à la baisse la carte de l'éducation prioritaire.**

→ Près de 98% des enfants de trois ans sont scolarisés en maternelle. Or le ministre se vante d'avancer l'obligation scolaire à 3 ans, mais **les mairies financent la scolarité obligatoire. Elles devraient donc désormais payer pour l'école maternelle privée (ATSEM, matériel...).** Une subvention de plus à l'enseignement privé ! Et faute de moyens, tout ceci menace la scolarisation des deux ans. Avec nos collègues du privé, nous revendiquons la nationalisation de l'enseignement privé et la fonctionnarisation de ses personnels.

Parcoursup : la sélection instaurée

→ À la rentrée universitaire de 2017, il restait 6 000 bacheliers sans affectation. À la rentrée 2018, ils étaient 9 000, mais surtout 40 000 sur liste d'attente et 180 000 à être sortis du dispositif en abandonnant. Ces candidat·e·s ont renoncé aux études supérieures, ou sont allé·e·s remplir les caisses de l'enseignement privé, véritable gagnant de l'opération.

→ **Nous n'acceptons pas que les lycéen·ne·s se retrouvent enfermé·e·s dans une orientation subie.** *Parcoursup* ne « bugge » pas, ni n'a besoin d'ajustements techniques. C'est l'outil pour renverser les conditions d'accès aux études supérieures : **Il est urgent de restaurer le droit aux étudiant·e·s d'accéder aux études et universités de leur choix.** Cela passe par le recrutement de 60 000 personnels au cours des dix prochaines années, rien que pour le supérieur.

Réformes des lycées : une logique avant tout comptable ... au détriment des élèves

→ Le ministre met en place une nouvelle réforme du lycée général et technologique. La précédente n'a pourtant fait l'objet d'aucune évaluation ! Le but est de mettre en cohérence le lycée avec les « attendus » demandés aux universités. Or la réforme conduit à réduire le nombre d'élèves entrant dans des études supérieures.

→ Pour les lycées professionnels, la réforme prévoit de réduire le nombre d'heures d'enseignement, de dé-spécialiser davantage le bac pro en créant des secondes « familles de métiers » et de favoriser l'apprentissage au lieu du service public. L'individualisation des parcours rend chaque élève auto-entrepreneur de sa scolarité, toujours davantage responsable individuellement de ses choix, donc de ses « réussites » et aussi de ses « échecs » ...

... et des conditions de travail !

→ 40 000 élèves supplémentaires sont prévus dans le secondaire pour chacune des trois prochaines années, **le budget prévoit 2 600 suppressions de postes dans les collèges et lycées**, et dans le même temps le ministre annonce la mise en place d'une deuxième heure supplémentaire pour les enseignant·e·s. **De la même manière des emplois administratifs seront supprimés quand les services croulent déjà sous la charge de travail.**

La liquidation du service public et des statuts ? Cela dépend aussi de nous.

Le rapport CAP 2022 est le fil rouge de l'ardeur du gouvernement à vouloir casser la fonction publique et les services publics. Ses préconisations ont pour seul but de réduire la dépense publique en créant « *une administration plus agile, plus adaptable* », en réalité débarrassée de nombre de ses missions. Le rapport propose de « *confier au secteur privé une partie des tâches réalisées aujourd'hui par l'administration* ». 30 milliards d'euros d'économies sont attendus.

Quand un emploi sur cinq est occupé par un contractuel de droit public (1 280 000 sur les 5,5 millions d'emplois publics), quand le recours aux enseignant.e.s contractuel.le.s a triplé en trois

ans dans le premier degré, quand l'emploi précaire est devenu un véritable mode de gestion des établissements dans le secondaire, quand la promesse d'école inclusive se développe essentiellement sur l'emploi précaire, c'est bien une précarisation généralisée de l'École publique et plus largement de la Fonction publique qui est mise en perspective. Dans cette logique, le ministère de l'éducation nationale prévoit de « *développer significativement les postes à profil* ». Dans la même logique, les mutations ne seront plus examinées en commission paritaire au moyen d'un barème transparent et connu de tous les personnels. Nous passerions ainsi à une mobilité sur profil avec un recrutement direct avec CV et lettre de motivation.

- **Pour l'arrêt des suppressions de postes et pour la création des postes statutaires à la hauteur des besoins**
- **Pour une réduction drastique des effectifs par classe**
- **Pour des emplois AESH titulaires suffisants pour répondre aux notifications MDPH**
- **Pour le retrait de Parcoursup, de la réforme du lycée et du baccalauréat, l'abandon de la réforme de la voie professionnelle et du projet de loi « pour l'école de la confiance »**
- **Pour l'abandon de la fusion des académies**
- **Pour le respect des statuts de la Fonction publique**
- **Pour le maintien des missions d'orientation des co-spy et contre la fermeture de nombreux CIO.**

Parce que les journées dispersées dans le temps ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement,
parce que c'est tous ensemble de la maternelle à l'Université qu'il va falloir se battre,
parce que c'est tous ensemble, salarié.e.s de l'Éducation, de la Fonction publique, du privé, que nous pourrons faire échec à tous les projets anti-sociaux du gouvernement (retraites, sécu, chômage, ...),
affirmons dès le lundi 12 novembre en étant massivement en grève et dans la rue que c'est un mouvement d'ensemble qu'il nous faut contre toute la politique gouvernementale !

MANIFESTATION

**10h30 Inspection Académique de Rouen
(Départ Place des Faïenciers vers le Rectorat)**

ASSEMBLÉE des Grévistes : 12h30 à la Mairie Annexe Pasteur